

Editorial

Consensus ? Des questions qui en disent long..

Dès l'arrivée au pouvoir de Nicolas SARKOSY, le premier ministre Fillon avait été net sur la volonté sociale du gouvernement et ses rapports avec les organisations syndicales dans la mise en place d'un «dialogue social renforcé»*.

Pourtant à l'heure où François FILLON appelle de ses vœux la création d'un large consensus sur les retraites, épaulé par Laurence PARISOT, on ne peut pas dire que les propositions alternatives à un allongement de la durée de retraite et à une baisse des pensions, fassent consensus dans les milieux financiers et patronaux.

On le voit, en France comme ailleurs en Europe, la crise systémique apparue en 2009, aura des conséquences sur les seuls travailleurs alors que banques et grands groupes industriels se sont vu renflouer par des états, soit-disant déficitaires.

Faut-il pour autant tomber dans le piège d'un consensus sur ce sujet ou « dans un diagnostic partagé » avec les partis d'oppositions et organisations syndicales en vue de débattre sur une « bonne réforme des retraites » ?

Pourquoi les travailleurs du public comme du privé devraient-ils accepter d'être les principaux payeurs des 100 milliards manquants dans les caisses de l'état français pour répondre en fait aux appétits des spéculateurs ?

N'assistons-nous pas à la volonté de mettre en place la vieille association « Capital-travail » en dehors des intérêts des salariés, comme l'ont montré les Etats généraux de l'industrie (dont le rapport préconise plus de baisses de cotisations sociales pour le patronat et prise en charge des emplois détruits pas les Régions), où patronat (Renault, Véolia, etc...), organisations syndicales et partis de gauche causent « de sauver l'économie » ?

Cette volonté médiatique de dialogue social ne cache-t-elle pas précisément le fait que, sans cette association constante avec les organisations ouvrières, les contres réformes touchant aussi bien notre système social, que républicain avec la profonde transformation de nos administrations et des services publics, seraient plus dures à faire passer dans la population ?**

De même, pour notre administration douanière, on ne peut pas dire que les agents soient souvent consultés sur les finalités de la performance, sur la politique immobilière, sur les conditions d'exercice des missions et de travail, etc....

Dialogue social, CAP 2012 avec son cortège de prêches ? Dialogue social l'envoi de la médaille d'honneur des douanes par la poste aux agents ? Dialogue social, la mise en place du PAE 2010 avec 17 emplois supprimés sur l'interrégion sans prendre en compte les conséquences sur l'activité des services ?

La décision de boycott d'un groupe de travail le 16 février à la DG sur ce thème et plus près de nous du CTPS DI le 9 février dernier sont révélateurs de l'état des relations sociales qui plombe notre administration.

Loin d'un consensus quelconque, à tous les niveaux professionnels, les syndicats doivent mobiliser dès maintenant tous les salariés. **En douanes, l'intersyndicale du 9 décembre appelle tous les douaniers à faire grève le 23 mars prochain, pour (entres autres) l'arrêt des suppressions d'emplois, la retraite à 60 ans et le retrait de la loi sur la mobilité. Si consensus ou diagnostic partagés il doit y avoir, c'est bien sur les conditions d'une mobilisation générale!**

Olivier BALZER

* « Il faut que l'on apprenne à dialoguer, que l'on trouve des compromis et que l'on amène nos interlocuteurs dans un système gagnant-gagnant » (discours sur « le pacte service public 2012 »)

** « Le dialogue social a fonctionné, sinon je ne vois pas comment nous aurions pu faire toutes ces réformes. Sans dialogue social, ne pensez-vous pas que tout serait verrouillé, bloqué, dans les départements, les administrations ? Croyez vous que nous aurions pu réaliser la fusion de la DGI et la DGCP sans dialogue social de qualité ? (le 6 Novembre 2009 à l'assemblée)

DOUANES INTERREGION DE BORDEAUX

DECLARATION REMISE AVANT L'OUVERTURE DU CTPS DI DU 9 FEVRIER 2010

Lors du dernier CTPS du mois de Novembre 2009, vous nous aviez remis en pleine séance et sous la pression le document relatif aux effectifs liés au CPP 2009/2011.

L'information fournie ce jour là était globale et ne donnait pas le détail par service.

Seules certitudes, les effectifs de référence de l'année **n** seraient calés sur le PAE de l'année **n+1**.

Sous prétexte d'amortissement social, vous anticipez les restrictions programmées avec comme objectif réel de plaire à l'équipe « Fournel » tout en méprisant l'inquiétude des agents restructurés ou en surnombre.

Depuis, le couperet est tombé: ce sont bien 17 emplois sur l'interrégion qui seront supprimés cette année. Dont pour la première fois, 7 touchant la branche surveillance.

D'ailleurs cette nouvelle réforme de la surveillance qui ne dit pas son nom, avance petit à petit dans chaque direction, avec son cortège de craintes et rumeurs: celles concernant par exemple nos collègues de la brigade d'Oloron, des brigades de Foix et d'Ax-les-Thermes, de Millau et d'Albi, d'Agen et de Merignac, des subdivisions de Toulouse et d'Albi, voir de la division de Bordeaux Extérieur, toutes en voie de délocalisation ou de fermeture.

Dans ce domaine comme dans d'autres, où sont la transparence et la concertation?

Nous auriez-vous exposé l'état de la réflexion sur l'articulation des contrôles CO et la problématique des veilles delt@? Auriez-vous confirmé les menaces qui planent sur le service de la jauge, sur les TSI, sur la GRH à la DI, sur les CROC régionales? Et la liste n'est pas exhaustive.

Auriez-vous persisté à contester le climat de suspicion, d'inquisition et de dénigrement

lourdement ressenti dans les services, phénomène auquel vous n'êtes pas étranger?

Vous voyez que les sujets ne manquaient pas pour siéger aujourd'hui à ce CTPS. Encore eut-il fallu que les organismes de concertation soient autre chose qu'une véritable injure au dialogue social, celle où l'administration les cantonne systématiquement.

En effet, quoi qu'en pense le ministre de la fonction publique qui se targue d'être le super héros du dialogue social, la volonté de ce gouvernement n'est rien d'autre que d'intégrer les organisations syndicales dans un processus de contre réforme constante.

Nous ne sommes pas dupes de ces méthodes et nous refusons aujourd'hui d'avaliser votre lettre de mission sur la mise en place d'un kit CAP 2012 que vous vous êtes employé à restituer aux agents sans jamais oser en débattre avec nous. La coûteuse entreprise d'intoxication CAP 2012 est un total fiasco.

C'est bien contre cela et sur bien d'autres sujets que l'intersyndicale douanière nationale a rédigé une plateforme revendicative que nous vous faisons un plaisir de joindre à cette déclaration.

Vous vous apercevrez que loin d'être isolées, les revendications douanières rejoignent celles de l'ensemble des agents de la Fonction publique, victime eux aussi de décisions néfastes pour l'avenir des services publics et de l'État républicain.

Enfin l'intersyndicale et les personnels de l'administration des Douanes dénoncent le décret sur la mobilité qui ne peut conduire qu'à des abus.

La démocratie vacille, nous en sommes témoins, vous en êtes acteurs.

Pour toutes ces raisons, c'est sans nous que vous tiendrez ce CTPS.

Les 3 OS signataires ont refusé de siéger à ce CTPS tronqué. Les deux autres, bien que parties prenantes de l'intersyndicale nationale, n'ont pas jugé utile de s'associer à cette démarche.

Ce qui ressort en clair des nouveaux effectifs pour Midi-Pyrénées: les 375 emplois de référence (dont 6 « Berkani ») se décomposent en 200 AG/CO et 169 SU. En 2009, l'effectif était de 385 (dont 7 « Berkani ») répartis en 203 AG/CO et 175 SU. La perte sèche est donc de 9 emplois (6 SU et 3 CO). Que nous réserve 2011? Comme le DI se cale sur le PAE de l'année **n+1 et que celui de 2012 est à ce jour inconnu, il est impossible de répondre à cette question. Compte tenu de la tendance, le pire est à craindre.**

EFFECTIF DE REFERENCE 2010 pour M I D I - P Y R E N E E S

S E R V I C E S		TOTAL	A+	A	B	C
DIRECTION : MIDI PYRENEES						
Bureaux de la direction régionale		33	4	13	12	4
Recette régionale		18	3	2	9	4
Service régional d'enquêtes (SRE)		13	1	9	2	1
Groupe d'intervention régional (GIR)		1		1		
Brigade hors rang (BHR)		3				3
Cellule du renseignement et d'orientation des contrôles (CROC SU)		2			2	
Berkani – vacataires		6				
<i>sous-total DIRECTION</i>		76	8	25	25	12
<i>Dont :</i>	<i>sous-total AG / CO</i>	70	8	24	23	9
	<i>sous-total SURV</i>	6	0	1	2	3
DIVISION de TOULOUSE						
Chef divisionnaire et secrétariat		4	2	1		1
Bureau de douane de BLAGNAC CRD		24	2	4	11	7
Bureau de douane de PORTET CRD		30	2	5	16	7
Bureau de garantie de Toulouse		3			2	1
Chef de la surveillance douanière (CSD) de Toulouse		2		1		1
Brigade de surveillance intérieure (BSI) de FROUZINS		28		1	9	18
<i>Dont :</i>	<i>Motards :</i>	7			3	4
	<i>EMC-stups :</i>	2			1	1
Brigade de surveillance intérieure (BSI) de GAUD		19			7	12
<i>Dont :</i>	<i>EMC-stups :</i>	1				1
Brigade de surveillance extérieure (BSE) de BLAGNAC		28		1	14	13
<i>Dont :</i>	<i>EMC-explo :</i>	1			1	
<i>sous-total DIVISION</i>		138	6	13	59	60
<i>Dont :</i>	<i>sous-total AG / CO</i>	61	6	10	29	16
	<i>sous-total SURV</i>	77	0	3	30	44
DIVISION de MIDI-PYRENEES NORD						
Chef divisionnaire et secrétariat		4	2	1		1
Bureau de douane d' ALBI CRD		7		1	5	1
Bureau de douane de MAZAMET CRD		0				
Recette locale de GAILLAC		2			1	1
Centre de viticulture de GAILLAC		5	1		2	2
Bureau de douane de CAHORS CRD		5	1		2	2
Centre de viticulture de CAHORS		3			2	1
Recette locale de PUY-L'EVÊQUE		2			1	1
Bureau de douane de MONTAUBAN CRD		4	1		2	1
Centre de viticulture de MONTAUBAN		3			2	1
Bureau de douane de RODEZ CRD		5	1		2	2
Chef de la surveillance douanière (CSD) d' ALBI		1		1		
Brigade de surveillance intérieure (BSI) de MILLAU		14			5	9
<i>Dont :</i>	<i>EMC-stups :</i>	1			1	
Brigade de surveillance intérieure (BSI) d' ALBI		10			4	6
Brigade de surveillance intérieure (BSI) de MONTAUBAN		15			5	10
<i>sous-total DIVISION</i>		80	6	3	33	38
<i>Dont :</i>	<i>sous-total AG / CO</i>	40	6	2	19	13
	<i>sous-total SURV</i>	40	0	1	14	25
DIVISION de MIDI-PYRENEES SUD						
Chef divisionnaire et secrétariat		3	1	1		1
Bureau de douane de FOIX		5	1		3	1
Bureau de douane de TARBES CRD		6	1		4	1
Bureau de douane de AUCH CRD		5	1		3	1
Recette locale de CONDOM		2			1	1
Recette locale d' EAUZE		2			1	1
Centre de viticulture d' EAUZE		12	1	1	7	3
Chef de la surveillance douanière (CSD) de FOIX		1		1		
Brigade de surveillance intérieure (BSI) d' AX-LES-THERMES		17			6	11
<i>Dont :</i>	<i>EMC-stups :</i>	1				1
Brigade de surveillance intérieure (BSI) de FOIX		12			4	8
Brigade de surveillance extérieure (BSE) de TARBES		16			5	11
<i>Dont :</i>	<i>EMC-explo :</i>	1				1
<i>sous-total DIVISION</i>		81	5	3	34	39
<i>Dont :</i>	<i>sous-total AG / CO</i>	35	5	2	19	9
	<i>sous-total SURV</i>	46	0	1	15	30
TOTAL GENERAL						
<i>Dont :</i>	<i>sous-total AG / CO</i>	206	25	38	90	47
	<i>sous-total SURV</i>	169	0	6	61	102

DERNIERE MINUTE: La section CGT a demandé la convocation d'un groupe de travail informatif sur l'évolution de la situation immobilière en Midi-Pyrénées. Assez de rumeurs, plus de transparence!

CAUCHEMAR AU PÔLE CONTRÔLE...

Déjà 45 minutes que je surveillais l'écran de veille **Delt@** du pôle contrôle.

Difficile de rester concentré et attentif sur les circuits de sélection avec ces 3 types en combinaisons blanches marquées « **FRANCE DOMAINES** », équipés de masques respiratoires, qui s'employaient à démolir les cloisons de mon bureau. Le plus déstabilisant c'est qu'ils ne faisaient aucun bruit.

A peine les entendait-on chuchoter des trucs comme:

- « **...faut réduire encore... 12 mètres carrés de SUN, pas un de plus...** ».

J'aurais dû me méfier. La veille déjà, une autre équipe armée de télémètres laser, avait fait irruption dans mon bureau. J'avais entendu leur verdict:

- « **16 m2! 4m2 de trop! Salaud de privilégié!** ».



J'aurais dû me méfier... Les cloisonneurs étaient venus et s'activaient pour ramener mon espace vital à de plus strictes proportions. Ils arrachaient, dévissaient, décrochaient, déplaçaient...

- « **Le plafond est trop haut! Faut poser une DAL pour faire rentrer tout ça dans le DOR!** »

Là, j'ai rien compris. Ils étaient peut-être anglais... Meticuleusement, consciencieusement ils réduisaient l'espace. Concentres-toi... Ne lâches pas l'écran de veille... Les yeux rivés sur le 15", la main cramponnée à la souris, je tentais de faire abstraction de l'agitation. Tu vas y arriver!

Mentalement, je révisais ma check-list: *durée d'immobilisation OK... Taux de contrôle OK... échelle d'accréditation OK...* Je dois tenir. Ils ne m'empêcheront pas de remplir LES OBJECTIFS. Ma PFR en dépend et mes fins de mois avec...

Encore 30 minutes avant la relève. Les types s'activent. Sur le peu de parois qui tiennent encore debout, ils ont tout arraché. J'ai pu juste sauver, punaisés au dessus de mon ordi, un lambeau de GRINAR format A3 et quelques fiches SDEC stabylotées en rouge. Et la « **CHARTRE DES CONTRÔLES** » dans un sous verre anti-reflets du MEDEF sur lequel je m'étais amusé à écrire au feutre noir un truc de Rabelais détourné: « **Efficienc**

conscience n'est que ruine de l'âme ».

Ne t'affole pas! Pense à TA MISSION...

15 heures. Mon regard balaie l'écran: GRINAR, CRILOC, timers, indicateurs. Je maîtrise. Oh, les types en blanc! Je suis un pro! Vous m'aurez-pas!

Sauf que... Putain, j'y crois pas! Je n'ai plus de bureau! Ils m'ont foutu un OPEN SPACE! Et plus personne à l'horizon. Pourtant le PAE et les ETPT prévoient qu'on devait être 4. Il ne reste que moi! C'est quoi ce bordel?

- « **Eh! Vous êtes où? Faites pas les cons!** »

Le plafond est à 1 mètre. Plus de cloisons. La caméra de supervision a morflé. Elle pendouille lamentablement mais semble quand même fonctionner.

Le bureau est de plus en plus sombre. Pour seul éclairage, les types ont collé des grandes lettres fluo au plafond: **RGPP, BOP, DOR, DAL, CROC, PAE, CAP 2012**.

C'est moche et glauque...

Le cadre du **MEDEF** est tombé.

- « **Ils m'ont pété les dix commandements!** ».

Y a du verre sur le clavier...

Je dois tenir! Plus que 15 minutes.



Toujours silencieux, les types se rapprochent et se mettent à enrouler autour de moi un câble souple et fin. Je suis saucissonné jusqu'aux hanches. Sur l'écran un message dit: « **Vous êtes déconnectés. Réactivez votre carte CADO** ».

Merde, j'ai pas fait gaffe au timer. Je tape mon mot de passe:

- « **"AVENIR"** ».

- « **"Erreur. Plus que 4 tentatives"** ».

- « **"A-V-E-N-I-R"** ».

- « **"Erreur. Plus que 3 tentatives"** ».

Et si je le tapais en minuscule? Oui, c'est ça. Un avenir minuscule: « **"a.v.e.n.i.r"** ».

Nouveau rejet. J'appelle les TSI. Au bout du fil, personne. J'avais oublié: ils viennent d'être supprimés. Coup d'oeil à mon PC. De pire en pire: **Aladin Nouvelle Génération** avec un bandeau rouge qui défile en continu: « **SITE EN CONSTRUCTION - SITE EN CONSTRUCTION...** ». Ils ne manquent pas d'air! Tout s'effondre autour de moi et ils sont "en construction"!

- « **Qu'est-ce qui se passe bordel! Répondez-moi!** »

Je tente un clic sur le site internet de la douane: « **EN RAISON DE LA POLITIQUE DE SECURITE INFORMATIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE, L'ACCES A CE SITE N'EST PLUS AUTORISE** ».

Et si je faisais un **TSAR**? Enroulé jusqu'au thorax, impossible. Plus de bras, plus de mains. Paniques pas!

Encore 10 minutes. Méthodiquement, les types ont fini de m'enrouler. Je respire difficilement. Avec le plafond à 1 mètre, ils ne se déplacent plus qu'en rampant. Avant de quitter mon box de 12 m³, je les vois raccorder le câble à la prise USB libre de mon PC.

- « **NON! C'est pas vrai! J'aurais dû me méfier!** »

Ils m'ont dématérialisé! Je suis devenu un périphérique »!

A 16 heures, son collègue de la relève est arrivé. Sur le moniteur du PC, le cadre de saisie du mot de passe **CADO** marquait toujours: « **erreur - Plus que 3 tentatives** ». Sur l'écran de veille secondaire, une déclaration **Delt@** était bloquée en circuit contrôle depuis 1h30. Ses lunettes étaient tombées au pied du bureau. Un verre était cassé.

- « **Oh mec! Tu dors?** »

- « **Putain! me secoues pas com' ça! C'est quelle heure? Vous étiez où?** »

- « **T'as déconné mec. Tu t'es endormi.** »

- « **Moi? Jamais de la vie. Mais vous, vous tous, vous avez intérêt à vous réveiller!** »

Curieusement, sur le bureau, un calendrier était ouvert à la page mai 2012...

QUAND LES LIMITES SONT (A) FRANCHIES

*Non, désormais pour la médaille,
Nous ne ferons plus ripaille,
Pas même une aubade,
Encore moins une accolade!*

*Mais le facteur, quel bonheur,
Pour le grand manager,
En toute discrétion
A fait la distribution.*

*Et oui! notre DR,
De séminaires en séminaires,
A la recherche effrénée d'efficience,
a perdu certaine conscience!*

*Que nos anciens s'enorgueillissent,
Que nos morts se réjouissent,
Au diable les récipiendaires!*

*Respect? Considération? des mots en l'air,
Ils n'appartiennent plus au vocabulaire
De notre cher DR...*

MEDAILLE D'HONNEUR...

Une dizaine de collègues midi-pyrénéens récipiendaires de la médaille d'honneur viennent de la recevoir ...par la poste! Camarades décorés, millésime 2007, vous vous sentez dégoûtés, écœurés, indignés, humiliés, incrédules, meurtris, navrés, vexés ? Nous vous comprenons ! Preuve s'il en est qu'on se fiche de nous. Que diriez-vous d'un retour à l'expéditeur ?



Nous sommes tous cons... cernés!

*Quand ils sont venus chercher les communistes,
Je n'ai rien dit, Je n'étais pas communiste.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,
Je n'ai rien dit, Je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus chercher les juifs,
Je n'ai pas protesté, Je n'étais pas juif.
Quand ils sont venus chercher les catholiques,
Je n'ai pas protesté, Je n'étais pas catholique.
Puis ils sont venus me chercher
Et il ne restait personne pour protester.*

Pourquoi rappeler une fois encore ces mots du pasteur protestant allemand Martin Niemöller bien connus de tous.

Sans doute d'aucuns trouveront déplacé d'invoquer une époque tragique dans un contexte où pour beaucoup, jusqu'ici encore « ça va », ce n'est pas si terrible.

Mais cette incrédulité face à la dégradation des conditions de vie, de travail, de relations sociales et de confiance, n'est elle pas un des traits de caractère de l'individu ?

« Pour moi, ça peut aller – les effectifs de mon service ont été divisés par deux, mais sans douleur, ce sont seulement les agents qui partant en retraite ou mutés ne seront pas remplacés. Ça va, je ne peux pas me plaindre. Ça pourrait être pire... »

« Bien sûr, je n'ai plus vraiment les moyens de travailler. D'un autre côté, on réduit les plages d'ouverture au public. Alors, jusqu'ici, ça va, on gère ».

« Evidemment, il y en a que ça rend malade. On est encore moins nombreux pour faire ce qu'on nous demande. Mais bon... Et puis, peut être bien que c'est normal tout cela ».

« Il y avait des tâches inutiles.

« Il y avait du gaspillage.

« Il y avait ceux qui ne foutaient rien.

« Il y avait ceux qui ne savaient pas s'adapter. À une réglementation de plus en plus complexe. À des applications informatiques de plus en plus nombreuses. À une N^{ième} restructuration.

« Les correspondants locaux sont partis. Les recettes locales ont fermé. La comptabilité est partie à la R.R.

« Moi, ça va. Je m'en sors.

« Et puis moi, les objectifs, je vais les remplir. Ce n'est pas le bout du monde quand même. Un peu de cran, que diable. Je suis un bon. Je vais lui montrer, moi, à l'administration que je suis un bon.

« On nous a mis à trois dans un bureau de 35 m². Facile ! Evidemment, quand le collègue parle avec le débitant de tabacs, je me perds un peu dans le calcul de mes manquants. Mais ça pourrait être pire.

« Moi, je suis l'agent d'un bureau lambda.

« Même plus bureau de contrôle.

« Mais je m'en fous, je vais les tenir, moi, les objectifs. Parce que c'est ce que le citoyen attend de moi, parce que c'est juste, parce que c'est comme ça qu'on sauve sa peau.

« Ceux qui ont peur, c'est sûrement qu'ils ont quelque chose à se reprocher. Moi, j'ai la conscience tranquille. Je fais bien mon boulot. Je suis rarement absent. Et puis surtout, jamais je n'ai la tête qui dépasse... »

« Accepter, accepter. Jusqu'ici ça va, oui, ça devrait aller. Moi, je ne suis pas concerné. Alors, pourquoi m'en ferais-je ? »

... Enfin, pas **encore** concerné !

Camarades douaniers, quels que soient votre âge, sexe, grade, affectation, qualité, ambition, volonté, avez-vous conscience que pareille attitude est celle du déni ?

Vous feignez d'être dans le choix et vous êtes dans la résignation.

Vous êtes incrédule ? Et pourtant, combien d'exemples faut-il vous mettre sous les yeux ?

Les brigades qui « marchaient » et qu'on a rayées de la carte (Blaye).

Les brigades utiles et qu'on a rayées de la carte – et dont il faut désormais reprendre les missions (Le Boulou) sans moyens, mais avec enthousiasme, parce que, quand même, si on n'y croit plus, on fait quoi ? On se tire une balle ?

Ce gaspillage d'énergie et de temps humains, de dévouement et de bonnes volontés foulés aux pieds comme s'il s'agissait d'une ressource inépuisable ou sans valeur.

Cette gabegie d'argent. Ces services équipés puis démantelés puis reconstruits plus loin. Travaux, temps-agent consacré à la réalisation de devis, gestion des entreprises, déménagement, emménagement, restructurations.

Et on nous dit que nous coûtons trop cher ?

Mais où donc est elle l'évaluation des restructurations passées ?

Le propos n'est pas de tenir un discours moralisateur ni de vouloir culpabiliser quiconque.

Ce travers-là, c'est celui de tout un chacun. Tout un chacun qui pense qu'il sauvera sa peau s'il ne se fait pas remarquer. Tout un chacun qui ne peut pas croire que l'administration, la bouche pleine de ces bonnes paroles de performance, d'utilisation rationnelle des ressources publiques, de management exemplaire, etc. puisse nourrir d'aussi noirs

desseins. Tout un chacun qui, même s'il fait mine de ne plus y croire, garde au fond de lui l'illusion que « ce n'est pas possible » et cela, quand bien même il l'aurait déjà vécu.

Il ne s'agit là que d'un processus psychologique classique qui résulte de deux traits fondamentaux de l'être humain, mis en évidence, depuis plusieurs années déjà, par des psychologues cliniciens.

1/ L'erreur fondamentale d'attribution (travaux de Lee Ross). C'est celle qui nous fait attribuer à un individu la responsabilité de ce qui lui arrive, sans considération pour les circonstances extérieures. Illustrations : le service était mal géré, les agents étaient des branleurs, ils ne savaient pas cibler, pas communiquer, pas ci, pas ça. Ils on déplu. Tant pis pour eux – Nous, c'est pas pareil. Vraiment ?

2/ La croyance en un monde juste (travaux de Lerner). Depuis notre petite enfance, pour la grande majorité des gens tout au moins, nous sommes éduqués dans l'idée qu'en faisant les choses « bien », on est récompensé et que, à l'inverse, ne sont punis que ceux qui font des choses « mal ». Bien sûr, chacun a fait l'expérience épisodique de l'injustice. Mais toujours elle est au fond perçue comme « accidentelle » et ne remettant pas fondamentalement en question cette croyance en un monde juste. Et notre directeur – régional, interrégional, général – voire notre ministre, c'est un peu notre père symbolique qui ne saurait vouloir le mal pour ses enfants. Donc, tel service ferme, tel autre est restructuré, la Taxe poids-lourds est affermée au privé, CHORUS nous prépare un big Brother informatique de la paie, les brigades et bureaux mourront d'eux-mêmes n'ayant plus les besoins humains nécessaires à leur fonctionnement... c'est que cela doit être bien utile, nécessaire, indispensable, peut-être ?

Bien sûr, tout cela nous choque, nous tараude en sourdine, heurte nos valeurs morales, nos croyances, nos convictions, nos idéaux, l'idée que nous nous faisons de notre travail, de nos missions, de la société dans laquelle nous vivons, du monde que nous laisserons à nos enfants... c'est ce que les psychologues appellent la « **dissonance cognitive** » (Fertinger).

Tout le discours managérial est celui qui peu à peu, imperceptiblement, **fait glisser les limites de l'individu jusqu'à lui faire admettre – voire défendre – des principes qu'il aurait contrebattus naguère.**

Tous ces concepts ont été validés par des équipes scientifiques et soyez sûrs que si vous n'en aviez jamais entendu parler, tous les managers et communicants savent bien, eux, de quoi il s'agit, et comment les utiliser au mieux.

Ceci rappelé afin de n'être pas la grenouille qui se laisse délicieusement bouillir sur la cuisinière sans protester, ou alors, en l'ayant pleinement choisi en connaissance de cause.

Cette propension de l'être humain laissait jadis **La Boétie**, l'ami cher à **Montaigne**, perplexe dans son "**Discours de la servitude volontaire**" (tout un programme !).

À présent, la psychologie sociale nous apprend pourquoi nous agissons ainsi - ou plutôt ce par quoi nous sommes agis - lorsque nous demeurons incrédules et inertes alors que tant de décisions choquent nos convictions et notre sens commun.

Voilà qui nous ramène au message que nous a laissé **Martin Niemöller**. D'accommodement en accommodement, nous nous compromettons.

Et lorsque nous le réalisons. Il est trop tard. Et nous sommes seuls.

Si vous en doutez encore, prenez connaissance de la belle lettre écrite par les agents de la DDCCRF de Gironde – petite administration aujourd'hui décimée.

Réfléchissez aux conditions de travail de plus en plus dures qui conduisent nombre de nos collègues à la démotivation, à la déprime, à la dépression, et parfois au suicide.

Et pourtant, aucun de nous n'est seul. Rejoignez tous les mouvements de protestation qui seront organisés, proposez, agissez, ne restez pas inertes !

Tout le monde était incrédule ! Et pourtant, elle est bel et bien passée la Loi sur la mobilité des fonctionnaires.

Il s'agit d'une nouvelle attaque caractérisée contre le service Public et le statut de la Fonction publique qui va avec. Le statut Quèsaco ? Une jolie définition facile à retenir entendue l'autre matin. Il repose sur 3 piliers :

- *La continuité dans le rapport à l'emploi ;*
- *La sérénité dans le rapport à l'argent ;*
- *La dignité dans le rapport à la hiérarchie.*

Pensez-vous qu'on puisse encore s'asseoir sans choir sur ce trépid-là ?

Quand Gilda (*) plombe les services...

Dans les services CO-CI, depuis 15 ans, c'est bien connu, il n'y a plus de gestion. Ou il ne devrait plus y en avoir.

Bien sûr, il y a ROSA, COCI, GILDA, des applications qui, c'est bien connu, s'alimentent toutes seules à la plus grande satisfaction des agents qui y trouvent des ressources opérationnelles inespérées.

Demandez aux collègues qui passent des journées entières sur GILDA, uniquement en sous-traitance de la R.R. ce qu'ils en pensent.

Sûr que quand elle nous rendra enfin les comptes de son expérimentation sur la centralisation comptable, l'administration aura à cœur de valoriser tout ce temps que les agents ne consacrent pas aux contrôles sur lesquels ils sont jugés (objectifs – indicateurs !)

Enfin, il faudra y veiller !

(*) **nouveau Télé-service pour traitement comptable des accises**

NOTATION: USINE A GAZ !!!

Pour rester sur le registre des expérimentations, il y en a une belle qui s'annonce et dont il ne faudra manquer ni la mise en place, ni l'évaluation quand elle arrivera.

C'est celle de la généralisation de l'entretien professionnel.

En multipliant les voies de recours – conformément aux principes du droit administratif, il convient de le souligner – et les délais en tous genres (il va falloir être très vigilant !), l'administration a produit un prototype d'usine à gaz sur lequel nous pouvons fonder de grands espoirs. Sans un bon GPS, il sera difficile de s'y retrouver...

Avec un exercice qui, alors que se profile la rémunération au mérite, va devenir un enjeu crucial pour les agents, il est quasi certain que le temps consacré dans les services à l'épopée « entretien » ne va cesser de croître.

Alors que les services croulent sous les objectifs et courent après les indicateurs qui témoignent désormais seuls de la réalité de leur travail, ce sont des milliers d'heures qui vont être perdues dans l'espoir insensé de convaincre les agents du bien-fondé d'un système dont plus personne n'est dupe.

Sauf l'Administration, prête à y consacrer tout ce temps, ses moyens (doublement des CAP consacrées au recours avec déplacements en rapport), son énergie.

Sûr que tout cela figurera également dans le bilan d'expérimentation.

C'est ce que ne manqueraient pas d'exiger les chefs d'entreprise que l'on singe. La comptabilité analytique que n'importe quelle boîte lambda prévoirait.

En bons professionnels que nous sommes, nous n'oublierons pas de le demander !

Discours de Jean GUERIN pour la célébration de ses 60 ans d'adhésion à la CGT le jeudi 11 février 2010

Chers camarades,

C'est avec un très grand plaisir que je partage avec vous ce verre de l'amitié pour arroser mes 60 ans à la CGT.

1er Décembre 1949, c'était hier; depuis cette date, j'ai été le témoin et le participant actif de nombreux événements dont entre autres :

- 11 février 1950: création du SMIC (60 ans aujourd'hui)
- Août 1953: grande grève nationale (pour ma part 3 semaines de grève)
- Mai 1968: grève générale

Pendant quelques décennies, nous avons vu l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation de nos revenus et d'autres acquis sociaux, cela n'est pas tombé du ciel, mais le résultat de luttes permanentes.

Aujourd'hui, nous sommes obligés de nous battre pour conserver ces acquis. C'est pourquoi, j'exhorte les camarades non syndiqués et en particuliers les jeunes à nous rejoindre.

Nous avons besoin de tous pour résister à toutes les attaques antisociales que nous vivons actuellement.

Jean GUERIN

Retraité - Membre de la commission exécutive Midi-Pyrénées



COLERE EN KIT... Les salariés d'Ikea sont en lutte pour l'augmentation de leurs salaires (+4% demandés).

Selon les syndicats, Ikea France a dégagé un bénéfice net de 52 millions d'euros en 2009, avec un chiffre d'affaires s'élevant à 2,224 milliards d'euros. Des informations non confirmées par la direction selon le JDD (à noter qu'elles n'ont pas non plus été infirmées !)

Vu et entendu ce matin sur I Télé. Réaction, comme à chaque fois, des clients qui ne sont pas du tout gênés d'aller essayer des fauteuils au bruit des sifflets et percussions.

Notamment une cliente : « dans le contexte de la crise actuelle, ils ne se rendent pas compte de la chance qu'ils ont ! ».

Comme si, sous prétexte qu'il y a une crise – dont au demeurant ils ne portent nullement la responsabilité – les salariés du privé comme du public, tout contents de l'exorbitant privilège d'avoir un emploi, devaient tout supporter, dégradation des conditions de travail, baisse du niveau des rémunérations, travail dominical, flexibilité du temps de travail, etc. le sourire au lèvres et sans protester !